



Leurs profits avant nos vies ? Pas question !

Les libéraux n'ont qu'une préoccupation : préserver les intérêts des multinationales, pour suivre la casse du code du travail et allonger le temps de travail.

Non contents d'avoir saboter durant ses dernières années le service public de la santé, les secteurs du social et du médico-social, c'est l'ensemble des acquis sociaux des travailleuses et travailleurs que le pouvoir libéral s'acharne à détruire, en utilisant cette crise sanitaire pour imposer des choix de société issus de l'ultra-libéralisme, et accélérer le mouvement de privatisation du service public. « L'assouplissement du code du travail » pour les entreprises est une aggravation des conditions de travail pour les salarié-e-s et les fonctionnaires.

Pour y parvenir, Macron a décidé de la sortie du confinement en se préparant, avec la collaboration des sénateurs et des députés, une loi d'amnistie qui couvrira tous ses collabo-ratés en cas de dommages collatéraux, et en faisant porter la responsabilité d'une deuxième vague sur la population. Cette dernière doit se soumettre aux mesures de protection sans que lui soient fournis les équipements adaptés pour se déplacer. Elle doit se soumettre à un traçage individuel liberticide, et les données recueillies seront offertes aux appétits d'intérêts privés qui en font commerce.

De cette société-là on n'en veut pas !

Des milices privées de surveillance et de répression sont appelées à prêter main forte aux milices macroniennes pour mater les réfractaires à ce nouveau S.T.O.

Toutes celles et ceux qui ne se soumettront pas aux diktats du roitelet et de sa cour seront banni-e-s, exclu-e-s. Au sein même de son propre parti, la docilité est la règle. Une de leurs député-e-s vient d'en faire les frais. Ce n'est pas la « République en Marche », c'est la « République au Pas », les plus « chamailleurs » ajouterons « de l'Oie ».

Pour faire taire la grogne des travailleuses et travailleurs, ils consentent à verser une « prime exceptionnelle pour pouvoir accompagner financièrement cette reconnaissance » de « l'incroyable dévouement de tout le personnel soignant » durant la crise. A croire que le reste du temps, on glande ! Ce n'est pas d'un pourboire, d'une aumône dont les personnels de la santé, du social et du médico-social ont besoin c'est d'une revalorisation immédiate des salaires !

Partage des richesses, partage du temps de travail ou alors ça va péter !

Une vidéo de Vincent Lindon, parmi d'autres, rappelle avec des mots simples les valeurs de solidarité et de partage équitable des richesses qui doivent être le fondement de nos sociétés. Mais, sans mouvement collectif d'ampleur, toutes ces déclarations resteront vaines. Un seul mot d'ordre : RÉSISTANCE !

ÇA DOIT PÉTER !!!

A Toulouse, à l'Hôpital Robert Debré à Paris, à celui du Vinatier à Lyon et dans de nombreuses autres villes cette résistance s'organise.

La Fédération Sud Santé Sociaux appelle tous les personnels de la santé, du social et du médico-social, ainsi que toute la population à se mobiliser pour que les jours d'après ne soit pas pires que les jours d'avant !

On n'oublie pas, on ne pardonne pas ! On ne se lâche pas !

